

Table ronde autour du concept de « communisme » aujourd'hui

Trois intellectuels critiques : Patrice Cohen-Séat, Roger Martelli, et Jean-Louis Sagot-Duvauroux échangent autour du mot, du concept de communisme. Ce terme fait l'objet de bien des controverses, de passions tant il est chargé historiquement et politiquement et continue d'être un référent – quasi identitaire pour certains – à beaucoup d'acteurs de l'émancipation humaine en France.

Pour notre revue, Patrick Coulon avec la complicité de Chantal Delmas, tous deux membres de la direction d'Espaces Marx, les ont réunis et ont demandé à chacun d'entre eux ce qu'ils mettaient derrière le mot communisme et comment ils l'articulaient avec les concepts d'alternatives et d'émancipation.

Ils ont poussé le débat pour savoir si selon eux ce concept est encore opératoire. Et comment ils analysaient le fait que ceux qui s'y réfèrent soient en échec quasiment partout sur la planète, et enfin qu'ils esquissent les embryons de solutions qu'ils envisageaient pour une avancée dans le domaine de la transformation sociale et émancipatrice.

Patrice Cohen-Séat : Le rapport à l'histoire

Le mot « communisme » est inséparable d'une histoire. Il renvoie nécessairement à un ensemble d'événements historiques, à l'histoire des régimes et des forces politiques qui se sont réclamés du communisme. Cette expérience historique est dominante dans le sens qu'a pris ce concept, dans la façon dont le mot lui-même est reçu aujourd'hui. Elle est massivement marquée par l'échec des régimes de type soviétique. Et elle renvoie également de façon problématique aux régimes qui, comme celui de la Chine, continuent de se réclamer du communisme.

D'un autre côté, dans un pays comme la France – qui n'a pas connu de régime communiste – l'engagement qui s'en réclame répond toujours à une volonté de lutter contre l'injustice ; lutte qui, dans l'expérience politique, s'enrichit, s'épaissit, pour devenir un engagement pour l'émancipation humaine. C'est-à-dire contre tout ce qui aliène l'homme. Le communisme est, *pratiquement*, ce qui conduit à mettre en cause l'ordre existant, le système capitaliste lui-même, et finalement toutes les formes d'exploitation et de domination. Il y a donc un hiatus, et même une contradiction profonde entre ce qui a amené ou continue d'amener des dizaines de milliers d'hommes et de femmes vers un engagement de ce type, et la façon

Patrice Cohen-Séat est avocat, président d'Espaces Marx et membre du collège exécutif national du PCF. Il est l'auteur de *Communisme l'avenir d'une espérance* (Calmann-Levy).

Roger Martelli est historien, directeur de la revue *Regards*, membre du Comité national du PCF et auteur de plusieurs ouvrages sur le communisme en France : *Le communisme* (éditions Milan), *1956 communiste : Le glas d'une espérance* (La Dispute).

Jean-Louis Sagot-Duvauroux est philosophe et homme de théâtre. Son texte *Émancipation*, (à paraître, La Dispute, 09/08) est consultable sur le site : www.emancipation-blog.net/ . Lire aussi *De la Gratuité* (L'éclat) www.lyber-eclat.net/lyber/sagot1/gratuite.html

dont la société en général, globalement, reçoit ce mot. Au fond, contradiction entre le sens qu'a ce mot dans la société en général et celui que lui donnent les militant-e-s qui s'en réclament. C'est aujourd'hui en France un problème politique majeur.

Dans d'autres pays, parce que le communisme a été compromis, parce que l'histoire en a chargé négativement le sens, le mot lui-même a été excommunié. Le problème est qu'il n'a pas été remplacé dans son sens positif. Le mot porte, dans la vie politique, le projet de dépassement du système capitaliste et l'ambition d'émancipation humaine. Et il inscrit ce projet dans une représentation du réel, dans une représentation de l'histoire qui est celle de la lutte des classes. Il est politiquement inséparable de cette question des classes, par conséquent de leur conscience d'elles-mêmes. Il met au centre de la vie politique l'exigence d'unification du prolétariat et donc du rassemblement des exploités et des dominés. Le mot « communisme » porte donc notamment un objectif spécifique (l'émancipation humaine) et une représentation du chemin nécessaire de l'émancipation (la lutte des classes). Or, sur le plan politique, aucun autre mot n'a pris en quelque sorte le relais : il y a panne de mot. C'est une des dimensions, ou des symptômes, de ce que l'on appelle la crise (ou la mort) des idéologies.

J'ajoute que si le sens dont s'est chargé le mot est le produit de l'histoire, chaque force politique qui s'en réclame a sa part de responsabilité. En France, les relations que le Parti communiste a eues avec les régimes de type soviétique, les retards et même, jusqu'en 1991, les réserves avec lesquelles il a critiqué ces régimes, au-delà même de la condamnation du stalinisme, ont joué un grand rôle dans l'image de ce parti et du communisme lui-même. Il y a là, dans tous les cas, un travail politique nécessaire : non seulement faire jusqu'au bout la critique des expériences qui se sont réclamées et se réclament encore du communisme, mais aussi celle des raisons pour lesquelles nous, communistes français, avons tardé ou hésité à le faire.

Roger Martelli : Être communiste, c'est prendre le parti de s'inscrire dans une histoire

« Communisme », pour une part se confond globalement avec le vieux mouvement pour la justice et la liberté. J'ai envie de dire, comme Jacques Bidet, pour « l'égaliberté » tant il est impossible, contrairement à la vulgate libérale, de penser séparément l'égalité et la liberté... Au sens de ce combat-là, on peut remonter évidemment très loin dans le temps, au-delà de l'utilisation même du mot « communisme ».

« Communisme », d'autre part, prend une texture différente, à partir notamment du milieu du 19^e siècle, quand le capitalisme devient système économique-social dominant, matrice d'organisation universelle des rapports sociaux. Le communisme se met alors à fonctionner comme un mouvement politique global, qui se pense comme une critique radicale du système dominant. Il devient un mouvement critique du capitalisme, de base ouvrière, inscrit sur le terrain politique avec notamment le moment fondateur de 1848 et du *Manifeste du Parti communiste*.

À la charnière du 19^e et du 20^e siècles, « communisme » désigne une forme politique particulière, cristallisée après 1917 sous la forme d'un mouvement

communiste explicite. Le modèle bolchevique devient une référence massivement reconnue, matrice théorique et pratique de constitution des « partis communistes » du 20^e siècle.

Enfin, à partir de 1917 et plus encore évidemment à partir de 1945, le « communisme » se présente comme une conception intégrée de la gestion économique et sociale. Il devient un modèle de société, avec les multiples avatars du soviétisme. De façon dominante, le communisme va s'identifier à ce modèle de société pendant plusieurs décennies.

Le communisme c'est tout cela. Être communiste aujourd'hui, c'est avant tout prendre le parti de s'inscrire dans une histoire, dans toutes ses dimensions. Le communisme n'est pas une idée ou un vague idéal dont on pourrait déduire une réalité. C'est un mouvement politique historique, dont l'originalité peut à la limite se résumer par quatre affirmations.

– La première consiste à dire que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire mais n'est qu'une forme particulièrement sophistiquée des sociétés d'exploitation et de domination. Une forme historique, donc transitoire, dont il faut penser le dépassement radical. Être communiste, c'est d'abord considérer qu'il est à la fois juste et réaliste de se placer dans la perspective d'une société fonctionnant selon d'autres normes, selon d'autres règles, selon d'autres logiques que celles du capitalisme dominant.

– La deuxième affirmation consiste à dire que, pour qu'advienne cette dynamique sociale alternative, il faut une révolution. Il n'y a pas d'égalité possible à l'intérieur du système. On ne s'adapte pas au système : il faut en sortir pour penser un au-delà du système dominant. La forme de cette révolution-abolition-dépassement est à définir concrètement, elle ne se déduit pas mécaniquement de sa nécessité, mais cette nécessité est une donnée fondatrice.

– Troisième affirmation : tout cela ne se passe pas dans l'empire des idées. Pour changer le monde, il faut des forces matérielles et spirituelles capables de le faire. Le communisme politique, moderne, à partir du 19^e siècle s'est construit autour de l'idée que c'est dans la forme historique majeure du travail industriel que se crée cette force matérielle, c'est-à-dire à partir de l'espace ouvrier. La révolution ne se fait pas « d'en haut » mais à partir du peuple ; le peuple moderne se structure autour de sa base prolétarienne, disent Marx et Engels.

– Et enfin, dernière affirmation : tout cela doit se construire dans l'espace politique. C'est-à-dire que le communisme, s'il veut à un moment donné agir sur le monde, doit se constituer en force politique, en « parti communiste ».

À l'aube de ce 21^e siècle, le communisme est tout aussi pertinent – et même, à certains égards, plus pertinent qu'il ne l'était il y a un siècle et demi. Donc, je continue de me réclamer de cet enracinement historique pour penser la lutte sociale et pour penser le travail d'émancipation.

Mais en même temps, cette pertinence ne peut pas passer sous silence le fait que le 20^e siècle a été le siècle de tentatives de faire du communisme une alternative concrète – et pas simplement pensée – à l'ordre du monde existant et à l'ordre du capital. Et donc on ne peut pas évidemment penser le parti pris actuel du communisme sans partir de l'échec historique de cette tentative de réalisation

concrète qui s'est manifestée notamment par l'émergence et l'installation du stalinisme. Le communisme a pris au 20^e siècle une forme dominante, incluant une conception de la société et de sa subversion, de la forme révolutionnaire et de la forme du parti communiste lui-même. Cette conception valait pour un temps qui n'est plus. Le monde dans lequel nous nous trouvons est à la fois le même et radicalement différent de celui qui, il y a un siècle et demi, a vu l'émergence et la formalisation moderne de la pensée communiste de souche marxiste.

Je ne peux pas séparer l'affirmation d'une pertinence maintenue et celle de la nécessité impérative de trouver aujourd'hui les formes qui permettent au parti communiste de s'investir dans l'ordre réel existant. Je tends même à penser que nous sommes arrivés à un de ces moments, pour l'histoire du communisme, où sa persistance ne peut pas se penser autrement que sous la forme d'une rupture avec ce qui a été sa forme d'existence dominante. Il n'y a pas d'avenir possible du communisme politique s'il ne rompt avec la matrice historique du communisme.

Contrairement aux tentations récurrentes, la rupture ne se fera pas sous la forme d'un « retour à ». Il ne suffisait pas de retourner à Lénine pour dépasser le stalinisme ; il ne suffit pas de retourner à Marx pour dépasser le bolchevisme. Le parti pris fondateur du moment Marx reste intellectuellement pertinent, si et seulement s'il est capable de se re-fonder intégralement. Se re-fonder intégralement, ça signifie repenser à un moment donné les fondements intellectuels, les moteurs pratiques et les formes d'organisation qui permettent aujourd'hui de penser, dans le cadre nouveau, la contribution communiste au combat général pour l'émancipation. Il nous faut repenser les cadres d'un mouvement émancipateur qui ne peut plus se condenser dans la référence au mouvement révolutionnaire ouvrier, ni même simplement à l'anticapitalisme. Dans ce mouvement général d'émancipation, je crois utile d'envisager une contribution proprement « communiste ». Une contribution ce n'est pas rien... mais ce n'est pas tout.

Jean-Louis Sagot-Duvaurox : Apporter quelque chose au pot commun

Première remarque, je suis tout à fait d'accord avec une idée exprimée par Patrice et par Roger : le communisme, c'est une histoire, une histoire concrète. On ne peut pas séparer l'idéal communiste de ce qui s'est passé. Si on se dit communiste, c'est d'abord qu'on s'inscrit dans une lignée.

Deuxième remarque, il existe, comme le note Roger, une conviction constamment portée par l'histoire moderne du communisme : le règne capitaliste n'est pas la fin de l'histoire. On peut définir le libéralisme comme l'option politique inverse : toute la liberté possible est atteinte avec la démocratie représentative à l'occidentale, la liberté du marché, la forme capitaliste d'organisation de la production, la conduite occidentale du monde. Au mieux, on peut parfaire cet aboutissement, conduire l'Irak dictatorial vers un système électoral multipartite, promouvoir le développement des peuples de telle sorte qu'ils « rattrapent » le niveau de consommation des nations occidentales, normaliser l'économie mondiale en traquant toutes les situations où la « libre » concurrence est mise en cause... Pour l'option libéraliste,

toute tentative d'aller plus loin dans l'histoire de l'émancipation humaine se retourne en son contraire et fait régresser la liberté. Le libéralisme fonde son influence sur un argument très solide, c'est que les tentatives concrètes de dépasser cette fin de l'histoire n'ont pas été du tout convaincantes, particulièrement en matière de liberté. Pour cette raison, le postulat libéral est très massivement partagé, même si c'est souvent à regret.

Troisième remarque, au-delà de l'échec historique du soviétisme, je crois qu'une des faiblesses majeures de notre lignée communiste consiste à n'avoir pas su penser son caractère relatif, à s'être considérée comme la seule forme achevée, universelle, la seule forme légitime de l'émancipation humaine.

La saine réalité est plus modeste et peut-être plus belle. Des hommes et des femmes, surtout des hommes, surtout des ouvriers, situés dans une partie du monde – l'Occident –, à un moment de l'histoire occidentale, celui de l'industrialisation, sont mus par le désir d'émancipation et ils rencontrent une contrainte concrète, une aliénation concrète qui se met en travers du chemin : l'universalisation du pouvoir capitaliste. Ils sont conduits à penser : nous allons nous libérer de ces aliénations qui se dressent concrètement en face de nous. Et ils avancent. Ils inventent pour ça des formes d'organisation. Ils travaillent des théorisations de haut vol, le marxisme par exemple qui propose une analyse lumineuse du capitalisme et des oppressions qu'il engendre. Ils construisent des institutions et des processus politiques qui semblent pouvoir rompre ces contraintes. Ils font vivre des valeurs, celles notamment qui rayonnent autour de l'idée de « commun », donnant à penser que franchir la clôture libérale de l'histoire c'est faire avancer la liberté dans la mise en commun, dans l'égalité. Et nous voyons tous que le libéralisme arrête en effet l'histoire de la liberté là où elle commence à produire de l'égalité.

Tout ça fait qu'on peut dire sans réticence : cette histoire d'émancipation, celle qu'a conduite une classe ouvrière blanche majoritairement masculine, inscrite dans l'histoire et la culture occidentale a vraiment du solide à mettre au pot s'il s'agit de rouvrir pour aujourd'hui l'aventure de la liberté. Pour autant, l'histoire communiste ne peut pas se présenter comme l'universalité de l'émancipation. Elle doit accepter d'entrer en conversation avec d'autres. On peut prendre l'exemple très éclairant du féminisme qui va produire des théorisations et des formes d'organisation tout à fait hétérogènes à celles inventées par la classe ouvrière occidentale en butte au capitalisme. On a là une histoire qui est authentiquement une avancée d'émancipation mais qui ne s'inscrit pas dans la lignée communiste, même si elle la croise souvent. Même chose pour le surgissement massif des lignées non occidentales de l'émancipation rendues plus manifestes du fait de la mondialisation. Les pôles d'émancipation sont pluriels et divers parce que concrètement, ce sont toujours des collectivités humaines diverses qui affrontent des contraintes elles-mêmes diverses. La lignée communiste a longtemps décrié et combattu les théorisations et les formes d'organisation qui ne se soumettaient pas à sa suprématie. Beaucoup de ses dérives ont rapport à cet aveuglement.

Pour que l'apport communiste puisse redevenir positif, ou continuer à l'être, il faut selon moi qu'il accepte de n'être qu'une des lignées qui contribuent au

mouvement d'émancipation. Cette orientation peut à mon avis rendre une vraie tonicité à cette histoire, mais évidemment elle en modifiera considérablement le cours.

J'endosse l'identité communiste parce que, concrètement, je suis de cette lignée et qu'il est utile de mettre ses inventions au pot commun. Mais je ne vois en elle qu'un des affluents d'un mouvement plus vaste, qui est la tension vers l'émancipation, la tension vers l'autonomie... Les communistes partagent ce vœu politique avec d'autres qui se heurtent concrètement à des oppressions et veulent les réduire. Ils y apportent le patrimoine émancipateur des classes ouvrières occidentales engagées contre l'oppression capitaliste. Leur point de vue, au sens optique du terme, peut prétendre donner une certaine vision d'ensemble de notre monde et de son émancipation. Mais il n'est pas le seul point de vue possible sur l'émancipation parce que d'autres postes de vigie se dressent en des lieux différents.

Patrice Cohen-Séat : La matrice du communisme du xx^e siècle n'a pas résisté à l'histoire

Le communisme, comme histoire politique très concrète, est en crise profonde. Un des ressorts majeurs de cette crise est l'échec et même l'effondrement des expériences qui se sont réclamées du communisme. Mais plus largement, cette crise résulte de l'obsolescence de la matrice (bolchevique) qui les a inspirées et soutenues. Matrice (théorique, idéologique, politique) qui résultait elle-même d'un état de la société. L'histoire politique du communisme est aujourd'hui inséparable d'une période — le 20^e siècle, et singulièrement sa première moitié — marquée par le développement de la classe ouvrière. Et j'emploie ce mot en lui donnant un sens précis : les hommes (plus que les femmes, d'ailleurs) qui effectuaient un travail matériel au service de la machine-outil. Il n'y a pas de luttes de classes sans classes, cela va de soi. Et c'est dans cette période-là cette classe ouvrière qui était au cœur de la lutte. Et quand je dis « classe », par définition, je ne parle pas de « catégorie socioprofessionnelle », mais d'hommes et de femmes qui ont accès à la conscience de leur communauté ou convergence d'intérêts face aux intérêts opposés ou contradictoires d'autres catégories sociales. La matrice idéologique du communisme du 20^e siècle est complètement liée à l'existence et au développement de cette classe, de la représentation qu'elle pouvait avoir d'elle-même, de son devenir (elle devait être le mouvement de l'immense majorité) et de son rôle. C'est donc autour des intérêts essentiels de cette classe, avant tout confrontée à l'exploitation capitaliste dans le travail, que la lutte s'est organisée, faisant du rapport capital/travail (et non pas l'ensemble des dimensions des luttes nécessaires à l'émancipation humaine) le noyau dur du combat communiste. Ont ainsi émergé une conception et une représentation de la transformation sociale structurées par les intérêts de la classe ouvrière, le parti de la classe ouvrière, le rôle d'avant-garde de cette classe, et une conception de la transformation sociale : révolution, rôle de l'État, économie administrée...

Or, il se trouve que cette matrice n'a pas résisté à l'histoire. Non seulement il y a eu les crimes du stalinisme, les régimes hyper-étatistes et les atteintes aux libertés

dont parlait Roger, mais le réel sur lequel était construite cette conception s'est transformé. Le travail s'est transformé, la société s'est transformée, la division internationale du travail s'est transformée, le capitalisme s'est financiarisé, mondialisé ; il y a eu ce qu'on appelle la révolution informationnelle. . . Les catégories sociales directement exploitées par le capital se sont étendues, jusqu'à représenter sans doute plus de 90 % de la société, en tout cas dans un pays développé comme la France ou les pays européens, mais la conscience de classe s'est profondément affaiblie. L'énorme diversité des situations, y compris dans la classe ouvrière elle-même, *a fortiori* dans l'ensemble des salariés, a produit des différences et même des contradictions d'intérêts : français/étrangers, chômeurs/salariés, précaires ou non, etc. Ainsi est devenu infiniment plus compliqué le travail politique visant à unifier et rassembler les victimes de l'exploitation et des dominations. C'est dans cette réalité profondément transformée, au-delà des heurs et malheurs des expériences qui se sont réclamées du communisme, que réside la nécessité d'une véritable rupture avec les conceptions issues de la matrice bolchevique.

Donner un avenir à l'immense espérance qu'a portée le communisme, c'est travailler dans la sphère politique – celle qui lie les représentations et les mouvements et mobilisations réels – aux conditions d'une nouvelle conscience de classe. C'est donc partir des formes actuelles d'exploitations et de dominations pour permettre à des femmes et des hommes de prendre conscience de leurs communautés d'intérêts et de se rassembler politiquement. Cela ne peut plus se limiter à la seule classe ouvrière. Cela ne peut plus concerner uniquement le rapport capital/travail, même si le travail demeure un des lieux essentiels d'exploitation et de domination. On peut – comme c'est la thèse de Jean-Louis – dire que le communisme, parce que c'est son histoire, concerne ce rapport capital/travail et qu'il est donc un des affluents du grand fleuve des luttes pour l'émancipation humaine. On peut – comme Roger – donner vocation au communisme de penser et d'organiser toutes les dimensions actuelles du combat émancipateur. Je ne dirai pas « peu importe » tant les mots – surtout des mots aussi lourds que « communisme » – ont d'importance dans la vie politique. C'est donc un débat politique de première importance que de s'interroger sur l'usage du mot. Mais je dirai que l'essentiel, le cœur de la difficulté sur laquelle nous butons aujourd'hui, est de se demander comment rassembler, unifier, et donc créer les conditions d'une conscience de la communauté d'intérêt des hommes et des femmes qui sont concrètement exploités et dominés pour leur permettre de lutter contre ce capitalisme d'aujourd'hui, financiarisé, mondialisé. . . et de plus en plus militarisé.

Roger Martelli : Il faut reconstruire, refonder, profondément

Le vingtième siècle a été dominé par « une » conception particulière du communisme, qui est une conception intégrée de la dynamique sociale, de la révolution, de la transformation révolutionnaire, et de la forme politique rendant possible cette transformation révolution. C'est-à-dire d'un parti : « le parti communiste », voire « le » parti. Je pense que toute forme de pensée communiste

aujourd'hui doit partir de l'idée que cette forme dominante est forclosée. Le communisme du vingtième siècle est irrémédiablement mort, et il ne sert à rien de vouloir faire croire qu'on peut le continuer ou qu'on peut le faire revenir. Ça c'est le point de départ.

Toute pensée du communisme, c'est une pensée de l'émancipation. On ne peut pas penser le communisme aujourd'hui si l'on ne fait pas le bilan le plus large possible des conceptions de l'émancipation qui ont échoué. Il y a des conceptions de l'émancipation qui ont échoué au vingtième siècle. Et, en particulier, deux conceptions de l'émancipation qui établissaient des sortes de préalables à l'émancipation. Ces deux préalables c'étaient notamment la prise de pouvoir politique et le transfert de propriété. Or, l'expérience du vingtième siècle, c'est qu'il ne suffit pas de faire le contraire du capitalisme pour le dépasser. Par exemple : le transfert de propriété, sans modifier les logiques de dépossession, ne crée pas de l'émancipation, mais crée éventuellement de la sur-dominance, voire même parfois du despotisme. Une logique, qui est une logique de prise du pouvoir politique sans subversion du pouvoir politique et sans destruction radicale de l'étatisme – comme le marxisme l'a toujours dit de façon théorique mais ne l'a jamais mis en pratique... ou plus exactement, l'a oublié chaque fois qu'il a pris le pouvoir... – cela produit non pas de l'émancipation mais du despotisme. Et donc, ça contredit à un moment donné la logique d'émancipation ; et ça contredit la possibilité de dépasser le capitalisme. Il ne suffit pas d'abolir ou d'inverser le capitalisme pour en réalité produire de l'émancipation humaine. Ça nous le savons. Donc il faut reconstruire. Refonder. Profondément.

Pour reconstruire, je pense qu'il faut se sortir d'une réflexion que j'appellerai de type « essentialiste ». Il ne sert à rien de se poser en général la question de savoir ce qu'est le communisme, pour ensuite envisager ses modalités d'existence concrète. Il convient en fait de repartir de ce qui fonde le parti pris communiste. Le fil conducteur est dans l'exigence de l'émancipation : qu'est-ce que c'est qu'aujourd'hui au vingt et unième siècle une politique d'émancipation intégrale des individus, comme personnes autonomes et comme individus solidaires, c'est-à-dire comme collectivité humaine, comme humanité. Le plus important est de reconstruire des projets émancipateurs, en sachant que cela continue de supposer de rompre avec toute logique d'adaptation au système capitaliste dominant. Il ne peut y avoir d'émancipation à l'intérieur de ce système. Le vingtième siècle n'a pas su sortir de ce système en produisant de l'égalité ? Il a aussi montré qu'il n'y a pas de justice durable par un simple travail d'accommodement aux normes du capital et de la concurrence libre et non faussée.

Sur le plan politique, le plus stratégique à l'échelle européenne aujourd'hui est de savoir s'il est possible de faire en sorte que le parti pris d'une émancipation conséquente – et donc d'une rupture avec les logiques d'adaptation au système –, le parti pris d'émancipation, de transformation sociale radicale, va ou non donner le ton à gauche, en Europe et dans le monde ? Est-ce que c'est la logique de transformation qui va, à un moment donné, irriguer la totalité de la gauche et donc du champ politique européen ? Ça, c'est la question des questions.

Dans ce cadre-là... et je dis bien : dans ce cadre-là... y a-t-il une place pour une lignée qui serait une lignée explicitement communiste ? J'ai tendance à penser

que oui. Il reste utile d'envisager une lignée proprement communiste, capable de digérer, sur ses propres bases, ce qui fut une histoire de créativité et d'enfermement, de conquêtes nobles et de tragédies meurtrières. Tout cela se digère, se critique, se dépasse, mais ne s'oublie pas. Tourner le dos à une histoire ne l'annule pas.

Cela suppose-t-il partout que cette lignée se constitue séparément sous la forme d'organisations séparées, de partis communistes séparés ? Je ne le pense plus. Il faut constituer les communistes en collectif pensant et agissant, et donc les envisager en « parti communiste ». Mais rien ne dit que ce « parti communiste » ne peut pas se penser à l'intérieur d'un mouvement politique plus large, assumant les fonctions d'un parti, mais regroupant aujourd'hui des sensibilités, des traditions, des courants différents. La gauche de transformation sociale a besoin de se constituer en force politique. Dans cette force les communistes ont place en tant que tels ; ils n'ont pas nécessairement besoin de s'affirmer sous la forme d'une structure partisane séparée.

Jean-Louis Sagot-Duvaurox : Le mot communisme s'est autrefois identifié à des objectifs libertaires de grande portée

Depuis des siècles, une tension vers l'autonomie dénie à Dieu, au prince, à la nature des choses ou à toute autre puissance hétéronome la mission d'imposer le modèle de notre vie en société. Depuis des siècles, des humains se réunissent pour se poser la question politique : dans quelle société voulons-nous vivre, quel type d'être humain voulons-nous être ? Le point de vue de l'émancipation indique une direction : je veux être un humain plus libre, je veux vivre dans une société plus autonome.

Toutes les autres considérations, et notamment les questions d'organisation, sont subordonnées au sens, au contenu concret de l'émancipation. Par exemple, je crois que nous ne devrions pas nous définir par notre anticapitalisme, ni d'ailleurs par aucun « anti ». Nous voulons poursuivre l'histoire de la liberté et nous rencontrons en travers de la route un obstacle concret, le capitalisme. Il emprisonne notre temps dans des formes assujetties d'activité. Il réserve aux riches la liberté d'accès aux biens. Il vole le fruit de notre travail. Il enchaîne nos esprits à la fascination consumériste, etc. Et nous, comme nous voulons libérer l'activité humaine, libérer l'accès aux biens, être maîtres des richesses que nous produisons, nous libérer de l'aliénation marchande, nous affrontons cet obstacle et nous inventons les institutions ou les mouvements émancipateurs susceptibles de s'y substituer. Affirmer que le capitalisme serait mauvais par nature me semble dépourvu de sens... Si c'est le cas, détruire le capitalisme serait « en soi » émancipateur. Il y a plusieurs exemples historiques du contraire. Déjà, les anciens communistes reconnaissaient que le capitalisme était certainement mauvais pour les exploités mais tout à fait désirable pour la classe qui en tire profit. Il faut aller plus loin, reconnaître que le capitalisme, le libéralisme correspondent à un vœu politique aujourd'hui très majoritaire et que les contester consiste à opposer un autre vœu, puis à convaincre politiquement le plus grand nombre que ce vœu alternatif dessine une façon de vivre ensemble possible et désirable.

Pour déterminer la bonne forme d'organisation des communistes ou plus largement du mouvement d'émancipation, il faut d'abord identifier les frontières où de l'émancipation est possible, où de la liberté est gagnable au-delà de la clôture libérale. La lignée communiste a beaucoup à apporter dans ce travail critique. Le mot même de communisme s'est autrefois identifié à des objectifs libertaires de grande portée, aujourd'hui presque oubliés, mais qui restent étonnamment suggestifs. Face à la subordination salariale et à l'exploitation du travail : abolition du salariat, libération de l'activité humaine. Face à la coercition étatique : dépérissement de l'État, liberté. Face aux pouvoirs hétéronomes : libre association. Face au fétichisme de la marchandise : tranquille usage des biens dont nous aimons jouir. Cependant, l'inscription de ces objectifs dans « le mouvement réel qui abolit l'état actuel » est contrastée. On a vu les communistes au premier rang des actions pour la diminution du temps de travail contraint (cf. abolition du salariat), de la résistance à l'extrême coercition armée des nazis (cf. dépérissement de l'État), des inventions sociales ouvrant sur le libre accès aux soins (cf. « à chacun selon ses besoins »). On les a vus aussi construire des États très coercitifs, régner sur des sociétés de pénurie ou célébrer la religion du travail.

Identifier les frontières où de l'émancipation est possible et désirable ne suffit donc pas. Il faut que s'y ajoute une critique radicale des croyances et des pratiques qui ont conduit à retourner les visées émancipatrices du communisme en leur contraire. Nous devons discerner les conditions politiques, idéologiques et organisationnelles d'une émancipation effective. J'ai longuement abordé cet aspect essentiel dans la deuxième partie du texte *Émancipation* (cf. infra). Il est impossible de faire vaciller les évidences produites par l'option libérale sans aller jusqu'au bout de ce travail.

La lignée communiste va-t-elle perdurer ? Aujourd'hui elle existe et elle est seule à pouvoir apporter au mouvement d'émancipation le patrimoine riche et contrasté de son histoire. Elle fait partie du jeu et je ne vois pas l'intérêt que l'émancipation pourrait avoir à l'en faire sortir. Est-elle éternelle ? Si elle le croit, c'est qu'elle se prend pour Dieu et elle retombera dans les mêmes ornières pour autant qu'elle trouve encore la force de bouger. Si elle ne l'est pas, comme c'est vraisemblable, il lui reste à se rendre utile pour aujourd'hui et dans les temps qui viennent. Elle a souvent montré qu'elle pouvait l'être.